

Bilan de la campagne diplomatique marocaine : L'Algérie nous a-t-elle "tuer" ?

Maroc

Posté par: Seducteur

Publiée le : 5/4/2007 0:23:37

Le Maroc a lancé une vaste campagne diplomatique en Europe, aux Amériques (du nord et latine), en Afrique, en Asie, au Maghreb et dans le Golfe, pour présenter un projet d'autonomie élargie au Sahara qui pourrait servir de base de négociation au prochain examen du dossier par le Conseil de Sécurité (fin avril). Ce qui s'est dit dans cette tournée. La réaction des interlocuteurs. Le cas de l'Algérie...

LA démarche est toujours la même. La délégation marocaine (il y en a eu plusieurs) arrive chez les hôtes avec lesquels rendez-vous était pris quelques jours ou semaines à l'avance. Elle remercie pour l'accueil, explique en quoi consiste le projet d'autonomie, en donne oralement les grandes lignes, écoute les réactions, impressions, suggestions... Et prend congé. Sa mission est terminée. Elle ne laisse pas de support écrit, ne demande pas d'engagement.

Le fait est que le Maroc en est revenu à un principe très simple : les membres de la communauté internationale auxquels un dossier est expliqué à l'avance réagissent mieux lors des débats du Conseil de Sécurité ou de l'Assemblée générale. Ils ont une meilleure connaissance du dossier.

Le royaume a donc décidé d'aller au devant des membres de la communauté internationale pour leur expliquer ses positions.

En quoi consistent-elles ? En deux ou trois points... Le projet marocain d'autonomie élargie au Sahara n'intervient pas en violation de la légalité internationale, mais au contraire s'inscrit dans ce cadre.

C'est le Conseil de Sécurité qui a demandé aux parties de trouver une solution politique après que les deux plans Baker aient été rejetés, l'un par l'Algérie et le Polisario, l'autre par le Maroc. Le Maroc répond à ce vœu. Le Maroc ne présente pas une solution unilatérale, ficelée, bouclée, à prendre ou à laisser. Mais un projet ouvert pouvant servir de base à la négociation. Un projet qui se veut toutefois crédible, proposant un modèle d'autonomie aux normes internationales (il a tellement été reproché au Maroc de rejeter le plan Baker sans rien proposer de sérieux en échange !).

Le projet d'autonomie n'est pas en contradiction avec le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ce principe de libre détermination pouvant s'exprimer spontanément, comme l'ont fait les membres du Polisario et leurs familles, revenus de Tindouf et vivant aujourd'hui au Sahara parmi leurs tribus. Ou pouvant s'exprimer par le biais d'un accord politique réalisé sous l'égide de l'ONU... Et c'est ce que soumet le Maroc à la négociation à travers le projet d'autonomie.

Tous les pays auprès desquels se sont rendues les délégations marocaines ont trouvé l'approche marocaine sérieuse. Certains l'ont même qualifiée de courageuse. La France a dit de cette

démarche qu'elle était "constructive et sérieuse" ; l'Espagne qu'elle "pourrait enclencher une dynamique de dialogue pour surmonter l'impasse actuelle... » ; Les Etats-Unis qu' « ils appréciaient le plan initié par le gouvernement marocain et saluaient les efforts du Maroc pour trouver une solution réaliste et réalisable au problème du Sahara »... Pour ne prendre que ces exemples-là (de grandes démocraties parfaitement au fait du dossier du Sahara).

De son côté, le Secrétaire général des Nations-Unies, Ban Ki-Moon, a qualifié la démarche de « flexible » et l'a considérée comme « un élément nouveau pour le règlement de la question du Sahara à travers le consensus, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité ». Aucun pays n'a désavoué le projet. Quelques uns ont fait plus qu'approuver. Ils ont donné au Maroc de précieux conseils...

La campagne diplomatique marocaine est toujours en cours. Elle devrait se poursuivre jusqu'au 10 avril prochain. Après quoi, le Secrétariat général de l'ONU présentera son rapport au Conseil de Sécurité. Il est parfaitement informé du projet d'autonomie et a pu en prendre connaissance dans le détail lorsqu'une délégation de très haut niveau (le ministre de l'Intérieur Fouad Ali Al Himma, le ministre des Affaires Etrangères Taïeb Fassi Fihri, le patron de la DGED Yassine Mansouri, le représentant permanent du Maroc auprès de l'ONU Mustapha Sahel et le Président du Conseil des affaires sahraouies Khali Hanna Ould Errachid) s'est rendue auprès de lui (dans ses bureaux new yorkais) pour lui en confier la teneur.

Sans compter que l'envoyé spécial de Ban Ki-Moon au Sahara a été également reçu au Maroc et que le projet d'autonomie était bien sûr au centre de cette rencontre... Et le Polisario et l'Algérie, dans tout cela ? Le Maroc aurait-il « approché » tous les pays du monde pour leur expliquer le projet d'autonomie, sans penser faire le même geste en direction de la partie adverse ? Bien sûr que non ! Les gens qui font la diplomatie du Maroc ont de l'éducation. Et l'Etat qu'ils représentent n'est pas un Etat voyou.

En marge d'une rencontre avec le Premier ministre, Driss Jettou (en même temps qu'avec le ministre de la Communication, Nabil Benabdallah, pour débattre des changements à apporter au code de la presse), les responsables de journaux présents ont, une fois les débats terminés, assailli le Premier ministre de questions à ce sujet.

Courtois et transparent, Driss Jettou a eu cette réponse succincte : « nous avons demandé à l'Algérie de nous recevoir. Nous attendons la réponse ». Attendre la réponse... ?

Indépendamment du fait que le numéro un du Polisario, Mohamed Abdelaziz, se soit adressé au Secrétaire général des Nations Unies, à la Grande Bretagne, à l'Espagne et à la France pour leur exprimer son « opposition totale » au projet d'autonomie, l'Algérie, elle, déploie sa propre stratégie diplomatique.

Réalisant l'ampleur qu'a prise la démarche marocaine, Alger a dépêché aux Etats-Unis son ministre des Affaires Etrangères, Mohamed Bedjaoui (ex-redoutable ténor de la diplomatie algérienne que le Maroc a eu pour principal contradicteur dans les années 70...).

Il s'y est rendu auprès du département d'Etat, a rencontré Condoleezza Rice et a mené une « contre-campagne diplomatique » auprès des membres du Conseil de Sécurité. Mohamed Bedjaoui a déclaré à la presse avoir « mis en garde les différents membres du Conseil de sécurité contre la responsabilité historique qui pourrait être la leur » s'ils venaient à avaliser le projet d'autonomie que

le Maroc se prépare à soumettre au Conseil.

Il s'est dit « rassuré » après avoir trouvé, selon lui, « un écho favorable » chez la majorité de ses interlocuteurs. « J'ai eu des échos tout à fait réfléchis et favorables », a-t-il affirmé aux médias.

Ne saisissant pas la possibilité de prendre connaissance du projet d'autonomie chez lui, comme le lui propose le Maroc (quitte à le rejeter après, partiellement ou totalement, dans le cadre d'un dialogue courtois et civilisé) Bedjaoui est allé en chercher une copie aux States !

Et il rapporte dans une déclaration à la presse : « ils disent avoir entendu parler d'un projet de solution que préparerait le Maroc, mais personne n'a entre les mains les détails de ce plan d'autonomie (...) que voudrait accorder Rabat au peuple sahraoui ».

Le Maroc propose une base de dialogue... La machine propagandiste algérienne se met en branle !!

Il y a quelques semaines, au cours d'un échange entre de hauts responsables marocains et un groupe de journalistes, un de ces journalistes a posé la question suivante : « le Maroc n'engagera-t-il jamais de dialogue avec Alger ? ». La réponse d'un des responsables a désarçonné la salle : « avec qui à Alger ? ».

Entre le Maroc et l'Algérie, l'écart se creuse... Et au Maroc, aussi bien le microcosme politico-médiatique que, plus globalement, la société marocaine, sont unanimes sur « la trahison de l'Algérie »... « Un pays pour lequel les Marocains ont versé leur sang ». Souvent, la faute en est rejetée sur la camarilla militaire qui tire les ficelles à Alger. Mais au fil des développements du dossier du Sahara, tous les responsables algériens - voire, parfois, tous les Algériens, sont mis dans le même sac !

La question qui revient souvent, c'est que cherche l'Algérie dans cette affaire ? Elle n'a aucun droit sur le territoire. Ses dirigeants disent n'avoir aucun intérêt. ...Quoi donc ? Qu'est ce qui fait qu'Alger dépense autant d'énergie, d'argent et de temps à un conflit (ainsi entretenu) où elle aurait pu être le principal médiateur ? Les médias marocains ont renoncé à en débattre. Aujourd'hui, ils posent d'autres questions jugées plus importantes : « l'Algérie réussit-elle à déstabiliser le Maroc, sur le plan diplomatique et d'une façon plus générale ? Puisque tel semble être son objectif principal... ». Dans l'affaire du Sahara, l'Algérie a-t-elle « tuer » le Maroc ?

Elle a essayé, elle essaie toujours... La dernière tentative en date a été un cuisant échec pour la diplomatie algérienne. Il s'agit du coup de force raté à propos des droits de l'Homme. L'idée consistait à mettre le Maroc au banc des accusés pour son traitement des droits de l'Homme au Sahara, à obtenir que l'ONU élargisse les compétences de la MINURSO aux questions des droits de l'Homme et, par là même à la gestion du territoire. Le Maroc a déjoué le plan. Avec les prochains débats du Conseil de Sécurité, un nouveau bras de fer se dessine autour du projet d'autonomie.

Les responsables marocains sont cependant sereins. Pour le Premier ministre, par exemple, le projet d'autonomie s'inscrit moins dans le cadre d'un quelconque bras de fer que dans le cadre « de la philosophie globale du choix de société qu'a fait le Maroc ». L'important, explique-t-il, c'est de relever le défi de ce choix de société articulé autour des droits économiques, sociaux et politiques du citoyen de quelque région qu'il soit. « Le projet d'autonomie au Sahara s'inscrit dans ce cadre-là », ajoute-t-il, avant de conclure : « cela ne sera pas facile. Mais nous y sommes déterminés ». Les membres des différentes délégations qui ont conduit la campagne diplomatique marocaine ne disent

rien d'autre.

Le Reporter